

## 31,17 MILLIARDS DE DOLLARS D'IMPORTATIONS EN 8 MOIS

## Ce chiffre qui fait peur

**Les importations algériennes ont enregistré un nouveau record. Durant les huit premiers mois de l'année en cours, elles atteignent 31,17 milliards de dollars contre 26,34 milliards de dollars durant la même période de l'année dernière soit une hausse de 18,34 %. Les produits alimentaires viennent en tête. Un chiffre qui inquiète les spécialistes.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les chiffres fournis par le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes sont révélateurs : la plus importante hausse a été enregistrée par le groupe alimentation avec une évolution de 95,15%, soit 845 millions de dollars d'importations.

L'importation des céréales, semoules et farines a connu une hausse de 89,23%, les légumes secs de 157,09% alors que la facture des importations des sucres et sucreries a plus que quadruplé. Le groupe «alimentation» est suivi par celui de l'énergie et lubrifiants avec une augmentation de 49,32% puis les produits bruts avec 33,33 %.

A l'exception des demi-produits qui ont affiché une baisse de 8,66% totalisant 770 millions de dollars et les biens d'équipement agricoles qui ont connu une stag-

nation, tous les groupes de la structure ont enregistré des hausses. Pour le seul mois d'août, les chiffres sont édifiants. La plus remarquable hausse a été enregistrée par le groupe «biens d'équipement agricoles» avec une augmentation de 136,70%, soit 267 millions de dollars suivis par le groupe «alimentation» avec une croissance de 69,37%, soit 6,55 milliards de dollars.

Des statistiques qui ne laissent pas indifférents les économistes. Salah Mouhoubi, économiste et membre du Conseil national économique et social (Cnes) qualifie d'emblée ces chiffres d'«inquiétants». Il note dans un premier temps que «les statistiques fournies par le Cnis auraient été plus lisibles si cette institution s'attardait sur les causes de ces évolutions. S'agit-il d'une hausse des prix des produits importés ou de



L'Algérie importe de manière excessive.

l'augmentation de la demande ?» S'interroge-t-il. Il juge néanmoins ces statistiques inquiétantes et déplore une «situation accablante». Salah Mouhoubi affirme en effet que «l'Algérie n'a pas de véritable économie. Le pays importe de manière excessive.

C'est une situation accablante qui devrait pousser les pouvoirs publics à réfléchir à une meilleure réorganisation de l'économie

nationale qui, pour le moment, se contente d'exporter des hydrocarbures». Comment explique-t-il l'augmentation vertigineuse de la facture d'importation des produits alimentaires ? «Cette hausse s'explique au moins par un facteur : les augmentations des salaires décidées par le gouvernement peuvent en partie expliquer cette situation. Les citoyens consacrent davantage de moyens financiers pour

améliorer leur quotidien. Nous sommes aujourd'hui face à une demande énorme qui se heurte à une offre rigide. Les pouvoirs publics doivent impérativement réfléchir à la meilleure manière de répercuter ces augmentations de salaires qui ne doivent pas profiter uniquement à faire croître la facture de l'importation.» Une inquiétude due notamment à la forte dépendance de l'Algérie vis-à-vis des hydrocarbures qui consistent pratiquement l'essentiel de ses exportations.

Les hydrocarbures ont représenté 97,09% des exportations algériennes avec 45,76 milliards de dollars lors des huit premiers mois. Cette situation s'explique par l'amélioration des exportations des hydrocarbures induite par le raffermissement des prix du pétrole durant cette période mais que se passera-t-il si les cours du pétrole sous l'impulsion de divers facteurs repartaient à la baisse ? Un scénario catastrophe que les pouvoirs publics ne semblent pas envisager, préférant parer au plus urgent, quitte à mettre en péril la balance économique.

N. I.

## LE MINISTRE DE L'HABITAT

## À BLIDA :

## «Aucune entrave de la part de l'administration pour la construction des logements»

En marge de sa visite d'inspection qui l'a guidé, dimanche dernier, dans la wilaya de Blida, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a réagi avec énervement aux propos d'un journaliste, qui affirmait que «les services de son administration sont responsables des retards accusés dans l'achèvement des grands projets de logements en Algérie, et ce, par la faute de la bureaucratie qui entrave le fonctionnement des entreprises réalisatrices».

Noureddine Moussa niera énergiquement ces allégations et fera savoir que ses services obéissent aux lois, à l'instar des autres institutions du pays. Il justifiera ses dires quant au retard dans l'achèvement des projets de logements dans les délais impartis par le manque de main-d'œuvre spécialisée.

«Pourquoi le problème du retard n'est pas posé pour les entreprises étrangères ?», s'interroge le ministre. Sur un autre plan, il informera que le logement précaire en Algérie qui était de l'ordre de 570 000 unités en 2007, diminuera progressivement puisque déjà, fera-t-il savoir, 69 000 logements ont été distribués dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire alors que 140 000 sont en cours de réalisation. Pour lui, les bidonvilles ne seront plus un prétexte pour l'acquisition d'un logement social.

«Aucun recensement ne s'est fait depuis 2007», ajoutera le ministre. Pour la wilaya de Blida, le ministre a souligné que 7 000 logements seront lancés au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2012 au moment où 4 800 sont en cours de réalisation. Il soulignera, également, que 200 ha ont été dégagés pour l'implantation des différents programmes de logements et autres infrastructures d'accompagnement.

Ces terrains ont été choisis sur les piémonts et les terres montagneuses pour ne pas recourir aux terres agricoles.

Enfin, il a été annoncé qu'une enveloppe budgétaire de 7,7 milliards de dinars a été octroyée à la wilaya de Blida pour l'amélioration urbaine.

M. B.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Les pays arabes appelés à coordonner leurs actions

**Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, hier, que le taux de croissance prévisionnel du secteur pour l'année 2010/2011 est de 7,7%. Rachid Benaïssa qualifiera cette croissance de positive et conditionnera la réalisation de la sécurité alimentaire par la modernisation du secteur agricole.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Le ministre intervenait en marge de la célébration de la Journée arabe de l'agriculture. Il a déclaré à cette occasion que les programmes de renouveau agricole et rural du secteur connaissent une évolution graduelle et positive.

Lors de la cérémonie organisée, hier, les participants ont précisé que le défi pour les dirigeants arabes est de coordonner leurs politiques agricoles pour assurer la sécurité alimentaire à leurs populations.

Pour cette année, le slogan pour la célébration de la jour-

née est «Le programme d'urgence de la sécurité alimentaire arabe entre l'ambition et le défi».

Ceci d'autant que le déficit alimentaire arabe a atteint en 2010, 36,99 milliards de dollars américains. Ceci alors que le taux de croissance démographique annuel a atteint les 2,2% pour une population de 355 millions d'habitants. Selon le directeur du Centre de développement agricole, les ministres arabes du secteur avaient déjà prévu la situation actuelle lors de la crise mondiale alimentaire de 2007 et

2008. D'où la déclaration de Riyad pour renforcer la coopération arabe et faire face à la crise alimentaire au mois d'avril de l'année 2008. Le projet consiste en un programme d'urgence de la sécurité alimentaire arabe. Ce dernier prévoit l'amélioration des capacités des pays arabes à disposer des produits alimentaires essentiels ainsi qu'à prendre en charge les problèmes de production, de chômage et de pauvreté. Les objectifs du programme sont aussi liés à la stabilité politique et sociale des régions concernées.

Enfin, le programme s'étalera sur vingt ans et sera réalisé en trois étapes. Il sera finalisé, selon le responsable du Centre de développement agricole, en 2031. A terme, il fournira, selon

le même responsable, 8,9 millions possibilités d'emploi. Pour le ministre, la sécurité alimentaire passe inévitablement par la modernisation du secteur agricole et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et humaines.

Par ailleurs, les dirigeants arabes sont appelés par les spécialistes à assurer davantage de financements pour le secteur agricole. Ces mêmes pays auront à attirer davantage d'investissements aussi bien arabes qu'étrangers.

Les présents à la rencontre organisée hier attireront, en outre, l'attention sur les drames alimentaires notamment ceux vécus en Somalie où la population souffre des conséquences de la guerre, de la sécheresse.

F-Z.B.

## PROGRAMME DE 1,2 MILLION DE LOGEMENTS

## L'expertise étrangère sollicitée

**Pour pouvoir tenir sa promesse de réaliser 1 200 000 logements durant le plan quinquennal 2010-2014, le gouvernement s'appuie sur les entreprises étrangères spécialisées et hautement qualifiées. Le ministre de l'Habitat Noureddine Moussa, un brin optimiste, croit qu'avec l'apport de l'expertise étrangère le pari d'autant de logements n'est pas impossible.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Une énième fois, le ministre de l'Habitat se voit obligé de rassurer quant à la réalisation du programme de logements promis par le chef de l'Etat. Des chiffres, entre ce qui a déjà été réalisé et ce qui attend l'achèvement et la livraison, il en donne à s'y perdre. Ainsi l'on apprend que, pour le quinquennat 2005-2009, pas moins de 450 000 logements, dominés par le type social, ont été réalisés. En deçà des prévisions. Pourtant, elles étaient 34 000 entreprises à y intervenir, parmi elles 7 à 8%

des labels étrangers. Mais Noureddine Moussa, invité hier de la rédaction de la Radio Chaîne III, situe d'où il vient que l'engagement quinquennal n'a pas été honoré. Sur les 34 000 entreprises, seules 346 sont des grandes entreprises. La solution pour tenir, à l'avenir, les engagements ? Faire appel aux entreprises étrangères qui savent et ont les moyens de gérer un chantier. «Nous avons réduit les délais de livraison des projets à 24 mois. Les chantiers de logements dont la réception est prévue pour la fin 2013 doivent absolument être engagés début 2012. Et comme les programmes se chevauchent, nous avons besoin de l'expertise étrangère, notamment s'agissant des sites compacts de 1 000 à 2 000 logements», a affirmé Noureddine Moussa, poursuivant que «la construction d'un logement n'est pas seulement une affaire de technicité mais aussi de gestion. La gestion d'un chantier de 100 logements diffère de celle de 1 000 loge-

ments notamment en matière de ressources humaines, d'approvisionnement, de pilotage et coordination des opérations.» Interrogé sur les contraintes que rencontrent les entreprises du fait du code des marchés publics, le ministre a affirmé que les difficultés sont posées à l'administration, tant est que les entreprises interviennent après avis d'appel d'offres. Et les paiements ? Là dessus, pas de problème également. Le ministre a fait part d'une enveloppe de 3 700 milliards de dinars dégagée pour le secteur et que, avec les 450 000 logements additionnels, retenus lors du Logement des ministres d'avril dernier, l'enveloppe grimpe à 4 500 milliards de dinars, soit environ 60 milliards de dollars. Par ailleurs, le ministre a indiqué que l'aménagement urbain a bénéficié déjà d'une enveloppe de 300 milliards de dinars (2005-2009) et qu'une autre enveloppe de 250 milliards de dinars est retenue pour le quinquennat en cours.

S. A. I.